

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29171]

23 MARS 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant abrogation des formalités d'enregistrement de certains diplômes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, l'article 5, § 1^{er}, 1^o, c);

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 40 et 60;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 145;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, les articles 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'hospitalier et d'hospitalière et fixation des conditions de collation de ce brevet, les articles 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme, les articles 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, les articles 9 et 10;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puériculture, l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier (ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – Orientation santé mentale et psychiatrie, l'article 3, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale, l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale, l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés par les Hautes Ecoles et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française délivrant des mêmes diplômes, l'article 3 et l'annexe 1.B.;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études par plusieurs établissements d'enseignement supérieur, l'article 1 et l'annexe 1^{re};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 déterminant les modèles des diplômes des brevets et de leur supplément délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française, l'article 4 et l'annexe 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale, l'article 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de type long, l'article 39;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 octobre 2015;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 28 octobre 2015;

Vu l'avis n° 58.833/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le système d'enregistrement pour certains diplômes délivrés relevant du secteur paramédical par les établissements d'enseignement secondaire, d'enseignement de promotion sociale ou d'enseignement supérieur ne présente plus aucune utilité;

Considérant que sa suppression participe du principe de simplification administrative et est à même d'améliorer la qualité du service rendu par l'Administration;

Sur proposition de la Vice-présidente et Ministre de l'Éducation, du Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 8 de l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puériculture est abrogé pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année scolaire 2011-2012.

Art. 2. Les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année académique 2013-2014.

Art. 3. Les articles 9 et 10 de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année académique 2013-2014.

Art. 4. Les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année académique 2013-2014.

Art. 5. Les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'hospitalier et d'hospitalière et fixation des conditions de collation de ce brevet sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année scolaire 2011-2012.

Art. 6. A l'article 3, § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – Orientation santé mentale et psychiatrie, les mots « puis immatriculés dans le respect des règles fixées par le ministre fédéral qui a la santé dans ses attributions » sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année scolaire 2011-2012.

Art. 7. Dans l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 déterminant les modèles des diplômes des brevets et de leur supplément délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française, les mots « Inscrit au répertoire national sous le numéro..... (mention17) » et les mots « 17. Cette mention est à ajouter s'il s'agit d'un diplôme de Bachelier en soins Infirmiers » sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année scolaire 2013-2014.

Art. 8. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale est remplacé, à partir de l'année scolaire 2014-2015, par ce qui suit : « Les brevets visés à l'article 2, dont les modèles sont fixés par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, sont délivrés par les établissements d'enseignement de promotion sociale, après avoir été visés par ce Ministre ou son délégué ».

Art. 9. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale, les mots « puis immatriculés dans le respect des règles fixées par le Ministre fédéral qui a la Santé dans ses attributions » sont abrogés pour les diplômes délivrés postérieurement à l'année académique 2013-2014.

Art. 10. Dans l'annexe 1, B. de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés par les Hautes Ecoles et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française délivrant des mêmes diplômes, la mention « (23) » est abrogée.

Art. 11. Dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études par plusieurs établissements d'enseignement supérieur, les mots « Inscrit au répertoire national le... sous le numéro... (22) » et la mention « 22. » sont abrogés.

Art. 12. La Ministre de l'Education, le Ministre de l'Enseignement supérieur et la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 10^e jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 23 mars 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-président et Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
Mme I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29171]

23 MAART 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende opheffing van de nadere regels voor de registratie van sommige diploma's

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, artikel 5, § 1, 1^o, c);

Gelet op het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, de artikelen 40 en 60;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 145;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, de artikelen 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het diploma van verpleegaspirante en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, de artikelen 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, de artikelen 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, de artikelen 9 en 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van kinderverzorging, artikel 8;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, artikel 3, § 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, artikel 4;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, artikel 4;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2008 tot bepaling van de modellen voor de diploma's en hun toevoegsel uitgereikt door de Hogescholen en de examencommissie voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap die diezelfde diploma's uitreiken, artikel 3 en bijlage 1.B.;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2008 tot vaststelling van de modellen van diploma's en van hun supplement uitgereikt in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies door verschillende instellingen voor hoger onderwijs, artikel 1 en bijlage 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de modellen van diploma's, brevetten en hun supplement van het hoger onderwijs voor sociale promotie uitgereikt door de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, artikel 4 en bijlage 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie, artikel 37;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 2015 houdende algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte en lange type, artikel 39;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 oktober 2015;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité voor de onderhandeling tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en de gesubsidieerde PMS-centra die door de Regering erkend worden, gesloten op 28 oktober 2015;

Gelet op het advies nr. 58.833/2 van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het registratiesysteem voor sommige diploma's die onder de paramedische sector ressorteren en die door de inrichtingen voor secundair onderwijs, de instellingen voor onderwijs voor sociale promotie en voor hoger onderwijs uitgereikt werden, helemaal niet meer nuttig zijn;

Overwegende dat de afschaffing ervan tot de administratieve vereenvoudiging bijdraagt en de kwaliteit van de dienst verleend door het Bestuur kan verhogen;

Op de voordracht van de Vice-President en Minister van Onderwijs, van de Vice-President en Minister van Hoger onderwijs en van de Minister van het Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van kinderverzorging, wordt opgeheven voor de diploma's uitgereikt na het schooljaar 2011-2012.

Art. 2. De artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, worden opgeheven voor de diploma's uitgereikt na het academiejaar 2013-2014.

Art. 3. De artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit van 16 april 1965 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt, worden opgeheven voor de diploma's uitgereikt na het academiejaar 2013-2014.

Art. 4. De artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, worden opgeheven voor de diploma's uitgereikt na het academiejaar 2013-2014.

Art. 5. De artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het diploma van verpleegaspirante en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, worden opgeheven voor de diploma's uitgereikt na het schooljaar 2011-2012.

Art. 6. In artikel 3, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger (verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger (verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, worden de woorden "daarna ingeschreven met inachtneming van de door de federale minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, vastgelegde regels.", opgeheven voor de diploma's die na het schooljaar 2011-2012 uitgereikt werden.

Art. 7. In bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 houdende bepaling van de modellen van diploma's, brevetten en hun supplement van het hoger onderwijs voor sociale promotie uitgereikt door de inrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "Inscrit au répertoire national sous le numéro (mention 17)" en de woorden "17. Cette mention est à ajouter s'il s'agit d'un diplôme de Bachelier en soins infirmiers", opgeheven voor de diploma's uitgereikt na het schooljaar 2013-2014.

Art. 8. Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, wordt vervangen, vanaf het schooljaar 2014-2015, door hetgeen volgt: "De bij artikel 2 bedoelde brevetten, waarvan de modellen door de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie worden vastgesteld, worden door de inrichtingen/instellingen voor sociale promotie uitgereikt, nadat ze door deze Minister of zijn afgevaardigde geïnterpreteerd werden."

Art. 9. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, worden de woorden "daarna ingeschreven met inachtneming van de door de federale minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, vastgelegde regels.", opgeheven voor de diploma's die na het schooljaar 2013-2014 uitgereikt werden.

Art. 10. In bijlage 1, B. bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2008 tot bepaling van de modellen voor de diploma's en hun toevoegsel uitgereikt door de Hogescholen en de examencommissie voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap die diezelfde diploma's uitreiken, wordt de vermelding "23" opgeheven.

Art. 11. In bijlage 1 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2008 tot vaststelling van de modellen van diploma's en van hun supplement uitgereikt in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies door verschillende instellingen voor hoger onderwijs, worden de woorden "Inscrit au répertoire national le sous le numéro.....(22)" en de vermelding "22.", opgeheven.

Art. 12. De Minister van Onderwijs, de Minister van Hoger onderwijs en de Minister van Onderwijs voor sociale promotie worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.
Brussel, 23 maart 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2016/29170]

22 MARS 2016. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » (code 041700S20D3) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'article 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1994 relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 et plus particulièrement l'article 6, § 1^{er}, 2^o, et § 2;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2014 déterminant les compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et déterminant les compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en éducation scientifique, en français, en sciences économiques et sociales ainsi qu'en sciences humaines, l'article 9;

Vu l'avis de la Cellule de consultation du 18 février 2016, réunie en application de l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 25 février 2016;

Considérant que les référentiels définissant les compétences minimales à atteindre à l'issue du troisième degré de l'enseignement secondaire ont été approuvés par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2014 déterminant les compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et déterminant les compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en éducation scientifique, en français, en sciences économiques et sociales ainsi qu'en sciences humaines;

Considérant que les compétences et savoirs déterminés par l'arrêté du 16 janvier 2014 précité entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2016,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » (code 041700S20D3) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

Six des unités d'enseignement qui la composent sont classées au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition, trois unités d'enseignement sont classées au niveau de l'enseignement secondaire inférieur de transition et une unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de qualification.

Art. 2. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} septembre 2016.

La section visée par le présent arrêté remplace la section de « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » (code 041700S20D2).

Art. 3. Le titre délivré à l'issue de la section intitulée « Complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » (code 041700S20D3) est le certificat de « complément de formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.